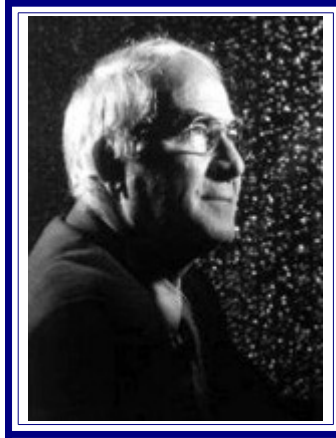


Riccardo



Petrella

Notice biographique

Riccardo Petrella, conseiller auprès de la Commission Européenne, enseigne l'économie mondiale à l'Université Catholique de Louvain. En 1991, en tant que Directeur du programme de recherche FAST (Forecasting Assessment Science and Technology) il s'interroge sur l'avenir des petits pays et sur la compétitivité mondiale en général. A la Commission Européenne entre 1978 et 1994, il s'est battu pour une politique au service des droits humains et sociaux plutôt que de la compétitivité des entreprises. Il est le fondateur et président du Groupe de Lisbonne connu pour l'ouvrage *Limites à la compétitivité*. Il a été pendant dix ans Président de l'Université Européenne de l'Environnement, dont l'objectif est de contribuer à la mise en oeuvre d'un développement durable en Europe. Il est l'auteur du livre *Le manifeste de l'eau – pour un contrat mondial* publié en 1998.

L'éminent politicologue et économiste, est né en Italie et vit présentement en Belgique. Il détient un Doctorat en Sciences politiques et sociales (spécialisé en politique économique) de l'Université de Florence en Italie. Sa compétence et sa contribution ont été soulignées à maintes reprises; il s'est vu décerner cinq Doctorats Honoris Causa offerts par l'Université de Umeå de Suède (1975), par la Faculté de Polytechnique de Mons en Belgique (1982), par l'Université de Roskilde au Danemark (1993), l'Université du Québec à Montréal (1996) et par l'Université catholique de Bruxelles (1997).

Il a développé son expertise auprès du Secrétariat général du comité italien pour le développement des sciences sociales (Rome). Il a été secrétaire scientifique et directeur du Centre de recherche européenne des sciences sociales. Il fut aussi chercheur au Conseil international des sciences sociales. De plus, il a dirigé pendant 17 ans le programme FAST (Forecasting and Assessment in Science and Technology) à la Commission de l'union

européenne entre 1978 et 1994. Actuellement, il dispense un enseignement sur la mondialisation et sur la société de l'information à l'université catholique de Louvain en Belgique.

Il s'est fait connaître particulièrement à titre de fondateur et président du Groupe de Lisbonne. Ce groupe réunit 21 penseurs et chercheurs provenant de pays parmi les plus industrialisés. Avec la publication du livre : Les limites à la compétitivité (1995), ces personnalités analysent les bouleversements économiques qui marquent la planète, l'expansion des sociétés multinationales et le rôle des États dans son évolution. Ils critiquent la prédominance actuelle de l'idéologie de la compétitivité et prônent l'instauration d'un contrat social mondial.

Observateur attentif de la scène politique et économique, l'artisan du groupe de Lisbonne est bien loin de cautionner l'image idéalisée du village global : « La mondialisation, c'est le cheval de Troie qui permet de réduire le monde en un immense marché ».

Riccardo Petrella est également président de l'Université européenne de l'environnement depuis 1990. Il collabore avec de nombreux organismes dont l'Association internationale Futurable, l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe et le Centre d'analyse politique et économique européenne à Genève.

Directeur pendant 15 ans du programme FAST de la Commission de l'Union Européenne, puis directeur de la division «Recherche sociale», R. Petrella est à l'initiative du Groupe de Lisbonne (qui a présenté ses travaux dans le livre-manifeste Limites à la compétitivité publié aux éditions La Découverte, 1995). Il est depuis septembre 1994 professeur à plein temps à l'Université Catholique de Louvain (Belgique), il enseigne également au Collège d'Europe à Bruges.

On ne retrouve rien de la créature académique chez ce chrétien de gauche qui n'hésite pas à s'aventurer sur le terrain politique afin de défendre, avec une prolixité proverbiale, la réintégration de la sphère économique dans le monde de la Cité. Il est également l'auteur d'ouvrages portant sur les problématiques du développement durable et des relations entre société et compétitivité, le développement régional, tels que « Le bien commun - Éloge de la solidarité » et « Le manifeste de l'eau »

"Même l'air vient d'être privatisé"

Riccardo Petrella. L'économiste et politologue dénonce la marchandisation des ressources et la financiarisation de l'économie

Les Affaires
Tendances Technologies, samedi, 14 juin 2008, p. 22
Entrevue
par Pierre Thérout

Entrevue

Nom : Riccardo Petrella

Âge : 67 ans

Fonction : Économiste et politologue

Fondateur du Groupe de Lisbonne et du Comité international pour un Contrat mondial de l'eau, Riccardo Petrella prône le développement d'un contrat social mondial. Né en Italie, il est actuellement professeur à l'Université catholique de Louvain, en Belgique.

Il est aussi Porteur d'eau avec *Eau Secours!*

Dossier thématique: Privatisation et Déprivatisation, Partenariats public-privé et coûts de l'eau
Figure marquante du mouvement altermondialiste, l'Italien Riccardo Petrella est bien connu pour sa lutte contre la marchandisation des ressources, notamment la privatisation de l'eau.

Directeur du programme de recherche FAST (Forecasting Assessment in Science and Technology) à la Commission européenne de 1978 à 1994, il s'est battu pour une politique au service des droits humains et sociaux. Ce combat l'a amené à créer le Groupe de Lisbonne, qui rassemble une vingtaine d'intellectuels provenant de pays industrialisés, dont les Québécois Daniel Latouche et Pierre Marc Johnson, réfléchissant aux conséquences sociales de la mondialisation.

"La mondialisation, c'est le cheval de Troie qui permet de réduire le monde à un immense marché", dit-il.

Éminent politologue et économiste, M. Petrella est l'auteur de nombreux essais portant sur les problématiques du développement durable et des relations entre société et compétitivité, parmi lesquels *Le bien commun - Éloge de la solidarité* et *Le manifeste de l'eau*.

Journal Les Affaires - Vous avez entamé une nouvelle réflexion sur la financiarisation de l'économie mondiale, que vous dénoncez. De quoi s'agit-il ?

Riccardo Petrella - Avant, on définissait une grande entreprise par son nombre d'employés. À partir des années 1980, une entreprise était évaluée non plus selon le volume d'emplois, mais selon le chiffre d'affaires. Aujourd'hui, elle est reconnue par sa capitalisation.

La justice sociale n'est donc plus possible parce que la financiarisation fait que le capital est devenu à nouveau propriétaire du travail. Une entreprise peut dire à un ingénieur chimiste allemand de 32 ans : je n'ai plus besoin de toi, et aller en Inde engager un ingénieur chimiste qui contribue 30 fois plus à créer de la valeur parce que son coût est 30 fois moindre.

La financiarisation ne reconnaît pas la richesse collective, mais plutôt celle du capital. La finance est au service du capital privé, avec comme seul objectif la maximisation du profit. Elle doit plutôt être un instrument au service du welfare [bien social].

JLA - La richesse ne peut pas être privée ?

R.P. - Je ne dis pas ça. S'acheter des chaussures, une cravate, un café, c'est normal. Mais il y a des formes de richesses, concernant des biens et services qui sont indispensables à la vie individuelle et collective, qui ne peuvent pas faire l'objet d'une appropriation privée.

JLA - Comme l'eau ?

R.P. - La marchandisation de l'eau, qui ne deviendrait disponible qu'à ceux qui disposent des ressources pour l'acquérir, est inacceptable. Il est urgent de reconnaître que l'eau comme l'air, l'énergie solaire ou encore les forêts sont des biens destinés à la collectivité mondiale, et sous sa responsabilité. Il faut avoir des accords de coopération, des traités de souveraineté partagée, sur la gestion de ces ressources naturelles. Sinon, elles feront toujours l'objet soit de marchandisation, soit de guerres. Même l'air vient d'être privatisé. C'est ce qu'on a fait avec le système de gestion des émissions de CO₂. Il y a aujourd'hui des mécanismes qui décident de l'allocation de la ressource air, sur le marché des émissions, avec un prix mondial de la tonne de CO₂.

JLA - Les entreprises parlent de plus en plus de développement durable. Qu'en pensez-vous ?

R.P. - Le système parle de développement durable, mais pense à autre chose. À l'origine, lors de la publication du rapport Brundtland, en 1987, le développement durable était synonyme de changement du système économique actuel, parce qu'il n'est pas tenable. Les entreprises ont réagi en se demandant comment continuer leur production, tout en gardant leur rentabilité. La réponse a été d'augmenter leur productivité. Elles s'engagent dans le développement durable si cela ne fragilise pas l'équation financière. Elles refusent de faire des profits de 4 à 5 % au lieu de 15 à 20 %.

JLA - Les jeunes, plus sensibles aux problèmes environnementaux, changeront-ils la donne ?

R.P. - J'ai l'impression que cette sensibilité à l'environnement, particulièrement pour les jeunes de 18 à 25 ans, est forte puisqu'ils sont nés dans une période où on en parle. Le problème est de savoir si plus de conscience va se traduire par des changements de modes de vie. J'ai des doutes, parce que le credo économique et social dominant n'est pas de changer véritablement le système.

JLA - L'émergence d'une économie dite sociale est-elle un agent de changement, une solution de rechange ?

R.P. - L'économie sociale est née du retrait de l'État de la gestion de divers biens et services. Elle peut se présenter comme une option de rechange à l'économie capitaliste si elle s'attaque au cœur même du problème : la propriété privée de la richesse. Par exemple, la gestion d'une forêt peut devenir une économie sociale si elle est vraiment exploitée de façon

écologique. Pour l'instant, la fonction de l'économie sociale est de ne pas faire tomber dans la sphère de l'économie privée un ensemble de biens et de services qui relevait jadis de la sphère publique et étatique.

JLA - Vous me donnez l'impression que changer le monde n'est pas possible ?

R.P. - Oui, actuellement c'est vrai, mais les luttes sociales dans l'histoire des sociétés occidentales montrent qu'il n'y a jamais de fin de l'histoire. Même au moment où on croit qu'il n'y a plus d'issue, il y a toujours de nouvelles sorties, de nouveaux tunnels, sources de changement. Tout le problème est de savoir si ces changements seront structurels par rapport au mode de société actuel.